

Les choix énergétiques décisifs du quinquennat 2027-2032

La transition face aux préoccupations des Français

Auteurs : Carine Sebi (Directrice Institut Energy for Society à GEM) & Thibaud Voïta (Conseiller à l'Institut Jacques Delors)



À l'approche des élections de 2027 et au sortir d'un été riche en événements climatiques extrêmes, ce livret s'adresse aux candidats, aux décideurs et aux citoyens qui souhaitent comprendre ce qui se joue réellement en matière d'énergie pour le quinquennat à venir. Il s'appuie sur les préoccupations concrètes des Français — pouvoir d'achat, emploi, souveraineté, finances, qualité de vie — telles qu'elles ressortent des grands sondages récents (IPSOS, CEVIPOF, ADEME).

1. Pouvoir d'achat

Éviter une nouvelle crise des Gilets jaunes

Alors que 80 % des actifs utilisent leur voiture pour aller travailler, que les crises énergétiques deviennent récurrentes et que 71 milliards d'euros ont été dépensés entre 2021 et 2023 dans un bouclier tarifaire largement non ciblé, le risque d'une nouvelle explosion sociale et politique est désormais tangible.

✓ SOLUTIONS POUR ÉVITER UNE SPIRALE INFLATIONNISTE MENANT À UNE CRISE SOCIALE

- Chèque énergie ciblé sur les ménages modestes (protection immédiate mais non pérenne).
- Leasing électrique social à 100 €/mois + bonus écologique à l'achat d'un VE d'occasion.
- Rénovation thermique : -60 à -75 % de chauffage pour un logement passant de E à B (gain de confort thermique été/hiver).
- Flexibilité énergétique : adapter la consommation aux heures creuses sans perte de confort.

2. Souveraineté

L'énergie décarbonée, bouclier contre les chocs externes

Avec 57 % de dépendance aux énergies fossiles, plus de 60 % des composants de la transition importés de Chine et une exposition persistante à la Russie pour l'uranium, la France (et l'Europe) ne peut espérer reconquérir seule l'ensemble de ses chaînes de valeur. La véritable souveraineté ne réside pas dans une indépendance illusoire, mais dans la capacité à limiter les dépendances critiques et à résister aux chocs géopolitiques.

✓ SOLUTIONS POUR RENFORCER LA SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE

- Diversification des sources décarbonées : solaire, éolien en mer, EPR2, SMR et biométhane.
- Positionnement sur les segments à forte valeur ajoutée et coopérations industrielles européennes.
- Efficacité, sobriété, économie circulaire et recyclage : leviers de souveraineté sous-exploités.
- Avec la neutralité carbone : taux d'autosuffisance de 40 % → 95 %.

3. Emplois, Industries & Territoires

La transition, une chance à ne pas rater

L'instabilité politique décourage l'investissement, pousse certains énergéticiens à réduire leurs activités et conduit à l'abandon de projets stratégiques (Carbon). Pourtant, alors qu'environ 100 000 emplois devront être pourvus d'ici 2030 dans les renouvelables et le nucléaire, la transition énergétique pourrait devenir un puissant moteur d'attractivité industrielle et d'emploi plutôt qu'une dépendance économique subie.

✓ SOLUTIONS POUR REINDUSTRIALISER, RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ DES TERRITOIRES ET CRÉER DES EMPLOIS

- Contrats de long terme pour sécuriser les investissements sur 10–20 ans.
- Former 2,8 millions de personnes : formations techniques territorialisées, revalorisation des métiers manuels.
- Un État exemplaire : marchés publics mieux ciblés, préférence locale, conditionnalité des aides.

4. Finances Publiques

Le problème n'est pas de dépenser plus, mais de dépenser mieux

La transition énergétique ne bute pas sur un manque de capitaux, mais sur un manque de lisibilité. Alors que les finances publiques sont sous tension, plus de 2 200 dispositifs d'aide brouillent les signaux adressés aux investisseurs, tandis que la volatilité des coûts du système fossile et la disparition progressive d'une partie de la rente fiscale de 15 à 30 Md€ par an alimentent les incompréhensions. Sans cadre clair et crédible, les capitaux privés resteront à l'écart et les risques de dérive continueront de fragiliser l'adhésion à la transition.

✓ SOLUTIONS POUR FINANCER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE SANS CREUSER LE DÉFICIT

- Horizon 2050 : perte fossile ≈ 15 à 30 Md€ compensée par ETS, TVA VE, fiscalité verte.
- Conditionner les aides à des résultats concrets : emplois créés, ancrage territorial, performance réelle.
- Orienter l'épargne des Français (Livret DD&S) vers la transition de façon lisible et traçable.

5. Services Publics

Une énergie fiable, condition de continuité des services publics

L'accès à une énergie fiable et abordable est devenu une condition directe de continuité des services publics. Pourtant, les bâtiments concentrent déjà 76 % des dépenses énergétiques des communes, avec des coûts susceptibles d'augmenter de 30 à 50 % d'ici 2030, tandis que des infrastructures essentielles restent de plus en plus exposées aux risques climatiques (hôpitaux, écoles, etc.).

✓ SOLUTIONS POUR RÉDUIRE LES COÛTS DE FONCTIONNEMENT DE SERVICES PUBLICS ET ASSURER LEUR CONTINUITÉ

- Plan pluriannuel d'investissement sur 10–20 ans (contrats de performance énergétique, fonds UE).
- 10 Md€/an nécessaires pour les réseaux électriques, 200 Md€ cumulés d'ici 2040.
- Flexibilité énergétique : pilotage des usages et effacement pour réduire les pics, sans surinvestissement/ récupération de chaleur fatale.

6. Qualité de vie & Résilience

Protéger les Français face aux chocs climatiques

La transition énergétique est aussi une politique d'adaptation devenue incontournable. Des millions de Français vivent encore dans des logements inadaptés aux extrêmes climatiques qui engendrent des coûts croissants et imprévisibles (10 Md€ en 2022). Les réponses fragmentaires, comme le recours massif à la climatisation, risquent d'amplifier les déséquilibres existants plutôt que de les corriger.

✓ SOLUTIONS POUR AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE DES FRANÇAIS

- Isoler = réduire les émissions ET protéger du froid et des canicules.
- Végétalisation, toitures traitées, réseaux de froid : lutte contre les îlots de chaleur urbains.
- Chaque euro de prévention économise 2 à 10 € de réparations (OCDE).
- Accompagner l'agriculture dans sa transformation (ex. de la méthanisation agricole : valorise des déchets, produit du biogaz, réduit la consommation d'engrais).

7. Démocratie & Confiance

Ne pas faire la transition contre les citoyens

Le principal frein à la transition n'est ni technologique ni économique, mais politique et social. Dans un contexte de fractures persistantes sur les choix énergétiques, de tensions territoriales et de défiance croissante, les décisions se fragilisent, les signaux deviennent contradictoires et l'investissement se trouve découragé. Sans confiance durable, aucune stratégie de transition ne peut s'imposer dans le temps.

✓ SOLUTIONS POUR RENFORCER L'IMPLICATION ET L'ADHÉSION DES CITOYENS

- Changer le récit : parler des avantages du quotidien (confort, santé, coûts) plus que du CO₂.
- Communautés énergétiques : concertation en amont, partage de la valeur et de la gouvernance avec le territoire.
- Justice sociale comme condition d'acceptabilité : aides ciblées, protection contre les hausses de prix.
- Rendre la transition visible, comprise et équitable — les *fake news* prospèrent sur la défiance.

COMITÉ DE RELECTURE

- Anna Creti (Paris Dauphine)
- Patrick Criqui (CNRS, UGA)
- François Gemenne (HEC Paris)
- Marie-Charlotte Guetlein (GEM)
- Anne-Lorène Vernay (GEM)

CONTACT

Carine Sebi, Professeure et Directrice de l'institut Energy for Society
carine.sebi@grenoble-em.com
+33 (0)6 31 84 07 03